

[Text]

Mr. MacDonald: I have another question along that line. Canadian banks are highly regulated, some of the best protected banks in the world, and they make big profits. We're in a recession. The Royal Bank, which is the number one bank in Canada, in the first three quarters of this year made over \$700 million profit. Yet when they appeared here the other evening they said that they had losses on credit cards because of the recession and needed that 12-point spread. The other banks are going to tell us the same thing.

Do you not find it's a little passing strange that every time a House of Commons committee goes after the big banks about the interest rates they charge, almost miraculously the rates drop? It's almost to take the heat off them so that they can say that's good, for another two years we can do what we want because we're really well protected and we can always claim confidentiality. Do you think it's a little bit passing strange that the only time we really see these obscene rate spreads drop is when the House of Commons committee makes it an issue?

Mrs. Rosalie Daly-Todd (Counsel, Consumers' Association of Canada): Mr. MacDonald, I agree, and I would just ask rhetorically why they needed them in 1986 in a better economy with fewer losses and a similar spread.

Mr. MacDonald: You've alluded to whether or not the Bureau of Competition Policy should be called in on this. We're talking hundreds of millions of dollars here, hundreds of millions. We're not talking 50¢ or even \$100,000. You're probably dealing over \$100 million. Do you think that there is at least enough circumstantial evidence to warrant an investigation on price fixing or collusion among the banks by the Bureau of Competition Policy?

Mr. Simpson: It's a very technical definition when you get into the Competition Act. I'd prefer, rather than using those words, to have a full and frank understanding of why this market has been so marketless in its response. For two years we've said let's have some competition in this marketplace. We haven't seen any competition on anything other than features. We don't see competition on the bottom-line price. Why is it? I think it's because the banks and FIs have been able to get away with it. When the spotlight is on and the heat is on, boy those rates will dip. You're seeing them start to go down a little bit now, but you go to sleep, we go to sleep, and they come right back up.

Mr. MacDonald: Straight up.

Mr. Simpson: I mean, it's so predictable, it's frustrating as hell.

The Chairman: Mr. Rodriguez won't let us go to sleep, and he wants the next question.

[Translation]

M. MacDonald: J'ai une autre question à poser dans ce même ordre d'idées. Les banques sont fortement réglementées, elles sont parmi les plus protégées du monde, et elles font de gros profits. Nous sommes en récession. La Banque Royale, qui occupe la première place au Canada, a fait des bénéfices de 700 millions de dollars au cours des trois premiers trimestres de cette année. Pourtant, lorsqu'elle a comparu l'autre soir, elle nous a indiqué qu'elle essuyait des pertes sur les cartes de crédit en raison de la récession et qu'elle avait besoin de cet écart de 12 points de pourcentage. Les autres banques vont nous dire la même chose.

Ne trouvez-vous pas qu'il est un peu bizarre que chaque fois qu'un comité de la Chambre des communes s'en prend aux grosses banques et aux taux d'intérêt qu'elles appliquent, les taux baissent miraculeusement? On dirait presque qu'on leur rend service en leur enlevant de la pression et qu'elles se disent qu'elles ont désormais deux ans devant elles pour faire ce qu'elles veulent parce qu'elles sont bien protégées et qu'elles peuvent toujours alléguer la confidentialité des renseignements. Ne trouvez-vous pas un peu bizarre que cet écart scandaleux entre les taux d'intérêt ne diminue que lorsque le comité de la Chambre des communes s'en mêle?

Mme Rosalie Daly-Todd (avocate, Association des consommateurs du Canada): Je suis d'accord avec vous, monsieur MacDonald, et sur le plan des principes, je me demande pourquoi elles avaient besoin de ce même écart en 1986, alors que l'économie allait mieux et qu'il y avait moins de pertes.

M. MacDonald: Vous avez évoqué la possibilité de faire intervenir le Bureau de la concurrence. Nous parlons ici de centaines de millions de dollars, de centaines de millions. Il ne s'agit pas de 50c., ni même de 100,000\$. Il est probable que cela se monte à plus de 100 millions de dollars. Ne croyez-vous pas que l'on ait au minimum un début de preuve qui nous permette de demander au Bureau de la concurrence de lancer une enquête concernant une entente ou une fixation arbitraire des prix de la part des banques?

M. Simpson: On entre dans des définitions très techniques lorsqu'on se réfère à la Loi sur la concurrence. Plutôt que de recourir à cette terminologie, je préfère que l'on cherche à comprendre franchement et en toute connaissance de cause pour quelles raisons ce marché réagit si mal comme marché. Pendant deux ans, nous avons demandé qu'il y ait davantage de concurrence sur ce marché. Nous n'avons vu apparaître aucune concurrence qui ne soit pas que de pure forme. Nous ne voyons aucune concurrence sur les prix à la base. Comment cela se fait-il? Je crois que c'est parce que les banques et les institutions financières ont su s'arranger dans leur coin. Lorsqu'on va brancher les projecteurs et lorsque ça va commencer à chauffer pour elles, vous allez voir les taux baisser. Vous allez les voir baisser tout doucement maintenant, mais, à partir du moment où vous vous endormez, où nous nous endormons, ils reviennent au même niveau qu'avant.

M. MacDonald: Ils remontent au même niveau.

M. Simpson: C'est toujours la même chose, et c'est décourageant.

Le président: M. Rodriguez ne veut pas que nous nous endormions et il souhaite poser la question suivante.